



Saigō Takamori

Le dernier samouraï ?

L'envers du décor (6^e partie)

Nous avons laissé Saigō Takamori au sommet de sa gloire: à savoir au lendemain de la victoire des forces impériales sur celles du régime Tokugawa en 1868. Les quelque huit années qui lui restaient à vivre sont celles qui ont le plus compté dans la constitution du "mythe Saigō", dans la construction de l'image du « dernier samouraï ». Il n'est donc pas surprenant que ce soient sur ces années là (1869-1877) que le plus de balivernes aient été proférées.

Nous avons déjà traité de la révolte de Satsuma dans notre critique du film "Le Dernier Samouraï" (Editorial d'AikidoJournal n° 12 de décembre 2004). Sans aller jusqu'à ces excès hollywoodiens, le récit habituel fait de Saigō un défenseur de sa caste et de la tradition nipponne contre l'occidentalisation du Japon, un héros tragique écrasé tout autant par la marche du progrès que par un pouvoir corrompu.

Un exemple des approximations qui passent pour de l'histoire nous est livré par cet extrait d'un cours donné en 2001 à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales, "Langues'O"):

"En 1873, l'oligarque Saigō Takamori démissionne à la suite d'un différend qui l'oppose aux membres du conseil. Il souhaite lancer une attaque contre la Corée, mais les oligarques refusent. Il rentre dans son fief, se rebelle en 1874 et lève une armée de 40 000 samurai qui va tenir tête à la nouvelle armée de conscrits pendant trois ans. Les historiens appellent cet épisode seinan sensō. Les conscrits armés de fusils écrasent les samurai (sic). Saigō Takamori se fait

seppuku dans son fief, selon des principes anciens. Un geste qui lui vaudra la reconnaissance posthume de l'empereur Meiji contre lequel il s'était révolté."

Pratiquement rien de cela ne correspond à la réalité historique : ranger Saigō parmi les oligarques est pour le moins une simplification facile. Le différend au sujet de la Corée n'a pas opposé Saigō d'un côté aux oligarques, mais a partagé le gouvernement : Iwakura, Ito et Okubo d'une part qui, après leur voyage en Occident, avaient pu se rendre compte que le Japon n'était pas encore prêt à se lancer dans la constitution d'un empire colonial, et de l'autre des personnalités telles que Soyejima, le ministre des Affaires étrangères et Eto Shimpei (tous deux originaires de Hizen) ainsi qu'Itagaki et Goto Shojiro (de Tosa) et bien sûr Saigō qui tous démissionnèrent du Conseil d'Etat. En 1874 il n'y avait plus de fiefs (si par là l'auteur entend les domaines des daimyos). La révolte éclata fin janvier 1877 et Saigō fut tué en septembre de la même année : elle ne dura donc pas trois ans mais neuf mois. Par ailleurs, grièvement blessé, il est quasiment certain qu'il n'a pu se donner la mort lui-même. Les troupes de Saigō comptaient non pas 40 000 hommes mais une douzaine de mille et les deux armées étaient dotées, quoique inégalement, d'un armement de type occidental (voir à ce sujet notre éditorial mentionné plus haut). Parmi les "conscrits" de l'armée impériale il y avait aussi un nombre non négligeable de samouraïs, dont ceux du clan d'Aizu, qui avaient des comptes à

régler avec ceux de Satsuma. Enfin, la réhabilitation de Saigō n'a rien à voir avec sa mort mais avec le besoin du pouvoir impérial de doter le Japon de symboles d'unité nationale en appui à la politique d'expansion coloniale dans laquelle il s'engageait alors.

Si les étudiants de Langues'O sont nourris de telles fables, on ne doit pas s'étonner de trouver sur le site de l'AikidoJournal (FFAAA) un résumé de l'histoire du Japon où l'on peut lire:

"1877 : Révolte de Satsuma. Derniers soubresauts des partisans de l'ancien système. Des troupes loyalistes à l'ancien Shogun se révoltent, conduites par un général du nom de Saigo Takamori. Elles sont écrasées par l'armée à Kumamoto et à Kagoshima (Ile de Kyushu)."

Les réformes Meiji

Ce n'est pas ici le lieu de suivre tous les méandres de la politique japonaise des premières années de l'ère Meiji. En gros, on peut dire que, dans un premier temps, il aurait pu sembler que la Cour impériale avait la haute main sur un gouvernement dirigé par le Prince du sang Arisugawa Takahito et deux membres de la haute noblesse (kuge) Sanjo Saneyoshi et Iwakura Tomomi. Sous le cabinet du chef de gouvernement (Sanyo) se trouvaient le Gijo, formé par les conseillers de premier rang – essentiellement nobles de cour et daimyo, et le Sosaï, les conseillers de second rang où se retrouvaient la plupart des véritables acteurs de la Restauration Meiji.

Cette première mouture de l'organisation du pouvoir (Sanshoku) fut rapidement remplacée par la nouvelle

Saïgo a été constamment ballotté par le cours des *événements*.

Charte promulguée en juin 1868. Le pouvoir effectif se situait désormais au sein du Daijōkan, le Conseil d'Etat, un exécutif d'une quinzaine de membres, dont seul le prince Iwakura venait de la cour impériale, les autres étant des samourais issus des clans de Satsuma et de Chōshū.

La dynamique de ces premières années de Meiji était déterminée par le jeu des forces de trois foyers de pouvoir: la cour impériale, les grands domaines du sud-ouest (Satsuma et Choshu, ainsi que Tosa et Hizen) et les jishin shishi, les samourais et ronins qui avaient été les acteurs directs des événements des dix années précédentes. Ces derniers pouvaient tout aussi bien agir pour le compte de leur seigneur domaniale, en fonction de l'idée qu'ils se faisaient de l'avenir du Japon comme grande puissance impériale, ou bien en défense de ce qu'ils considéraient comme les privilèges naturels de leur caste. Les motivations des uns et des autres ne sont pas toujours aisées à démêler, et le risque est grand de prêter aux acteurs de ces événements, des intentions qu'ils n'ont pas eues, à telle ou telle initiative un sens qui lui était étranger.

L'abolition des domaines claniques, les han, en août 1871 nous offre un bon exemple de cette difficulté. Mesure typique de l'action anti-féodale du pouvoir impérial centralisateur, dirait-on. En fait, c'est à l'initiative des quatre clans "restaurateurs" que cela s'est fait. En août 1871 Okubo devenait ministre des finances, Kido et Saïgo entraient au Conseil d'Etat, ainsi qu'Itagaki et Okuma représentant respectivement

les clans de Tosa et de Hizen.

Sous le semblant de faire passer l'autorité territoriale au gouvernement central, ils mettaient hors jeu le reste des grands et petits barons. Quant à eux, ils sacrifiaient un pouvoir local souvent aléatoire (les domaines n'étaient pas politiquement homogènes, et avaient eu dans les années 60 leurs propres guerres civiles; les tendances centrifuges étaient réelles) pour le contrôle du gouvernement central du Japon tout entier. De plus, les daimyos échangeaient des revenus incertains car dépendants de la récolte de riz annuelle et des dépenses considérables (travaux publics et entretiens des samourais de leurs domaines respectifs) contre une généreuse rente fixe: financièrement ils s'en tiraient très avantageusement. Les quelque 280 domaines étaient remplacés par 72 préfectures, administrées par des fonctionnaires dévoués au pouvoir central dominé par "Satcho" (Satsuma et Choshu).

Le problème était que l'Etat avait désormais à sa charge les quelque quatre cent mille familles samourais – environ deux millions de personnes. Fin 1873, pour rétablir les finances publiques, les soldes des samourais furent soumises à l'impôt et il leur fut proposé d'échanger celles-ci contre un capital qui devait leur permettre de s'établir – ils pourraient dorénavant se livrer au commerce et à l'agriculture. Mais peu d'entre eux acceptèrent cette offre. En 1876 le gouvernement convertit d'office les soldes en bons d'Etat à moyen terme et réalisa ainsi une économie de 30% sur les dépenses publiques!

De 1871 à 1873, le gouvernement do-

miné par les quatre domaines du sud-ouest (d'où provenaient l'immense majorité des fonctionnaires et des militaires) déploya une activité tous azimuts visant à moderniser le Japon: programme massif de construction de chemins de fer et de lignes télégraphiques, mise en place d'un système scolaire unifié et, condition sine qua non du développement économique, monétarisation du système fiscal et des soldes. La loi de 1870 sur la conscription fut rigoureusement appliquée malgré l'opposition des paysans, et là où des jacqueries éclatèrent, elles furent réprimées par les samourais. Tout cela avec l'aval sinon le soutien enthousiaste de Saïgo.

Quant aux samourais eux-mêmes, l'immense majorité des 400 000 d'entre eux accepta les réformes Meiji bon gré, mal gré. Une petite minorité, localisée exclusivement dans le sud-ouest et en particulier sur l'île de Kyushu, n'accepta pas de perdre son statut sans combattre. Nous reviendront plus en détail dans un prochain article sur l'histoire de cette caste.

Saïgo

En vérité, loin d'être un acteur conscient de l'histoire, mettant en œuvre un programme précis, Saïgo a été constamment ballotté par le cours des événements. En effet, il était dépourvu de projet politique clair, réagissant aux événements plus qu'agissant sur eux, souvent en porte à faux avec sa conscience, déchiré par des loyautés contradictoires, de plus en proie à de multiples maux physiques et psychiques.



Il est difficile de ne pas faire le *rapprochement* avec le refus

d'un 9^e dan par certains Shihan de l'*Aïkikai*...

Notons d'abord que dès la campagne de 1868 menée contre les forces du Bakufu, après la prise d'Edo (Tokyo), certains actes de Saïgo ne sont pas aisés à expliquer. De Tokyo, il se rend à Kagoshima pour en ramener des renforts mais, arrivé le 14 juin, il va d'abord se refaire une santé dans un onsen (source thermale) et n'en revient que le 6 août. Quand il arrive au front avec ses troupes, les combats sont déjà engagés. Au lieu de joindre ses forces au reste de l'armée impériale, il installe son propre quartier-général et refuse de coopérer avec le commandement-en-chef. L'année suivante, lors des derniers combats qui ont lieu dans le nord du pays, il tarde tellement, qu'il arrive tout bonnement après la bataille.

Ce comportement erratique peut s'expliquer par la santé déjà plus que chancelante de Saïgo. Dans une lettre de juillet 1868, il écrit qu'il souffre de fièvre, de douleurs abdominales, d'éruptions cutanées, de diarrhée continue, et qu'il y a du sang dans ses selles. Qui plus est, il semblerait qu'il ait été affecté par une sévère dépression nerveuse suite à la mort de son frère cadet, Kichijiro, qui avait assumé à sa place les responsabilités de chef de famille et avait été tué au cours des combats. Pour Saïgo, une fois de plus, après son daimyo Shimazu Nariakira et son mentor et ami intime, le moine Gesshō, Kichijiro, un proche était mort et lui, ce qui à ses yeux constituait une grave injustice, leur survivait.

Alors qu'il était au pic de sa popularité, qu'il aurait pu déterminer le cours des choses à Satsuma, s'il ne voulait pas le faire à l'échelle nationale, au lieu

de participer à la course aux postes et aux honneurs qui suit tout changement de régime, Saïgo se retire de la vie publique et passe trois mois dans une retraite bucolique et semi-monastique. Il avait été bien sûr récompensé financièrement pour ses services et nommé au premier grade du troisième rang de la noblesse, titre qu'à la stupéfaction générale, il avait refusé. Les raisons qu'il a donné alors, qu'un tel titre de noblesse ne convenait pas à un rustre de province comme lui et que c'était du seigneur de Satsuma qu'il était le féal, ne sont pas vraiment convaincantes. On peut penser qu'il s'agissait plutôt d'un message adressé à ses anciens compagnons d'armes. Il est difficile de ne pas faire le rapprochement avec le refus d'un 9^e dan par certains Shihan de l'Aïkikai...

Saïgo restait dans sa retraite campagnarde, ne participant même que de loin à la politique du domaine, jusqu'à ce qu'en 1871 une délégation conduite par son propre frère, Tsugumichi, et Ōkubō le supplie de retourner aux affaires, et de légitimer ainsi le pouvoir central. Il quitte Satsuma pour Tokyo et devient membre du Conseil d'Etat.

Saïgo avait été nommé au Conseil d'Etat juste avant la promulgation de l'abolition des domaines féodaux (han) et celle-ci avait donc au moins sa caution. Encore un exemple où sa politique foulait aux pieds ses convictions, en l'occurrence son patriotisme provincial Satsuma.

En 1872, Saïgo est nommé commandant-en-chef des forces armées, et élevé au grade de maréchal l'année suivante. Pendant tout ce temps il ré-

pète à qui veut bien l'entendre qu'il est destiné à être bientôt tué, une obsession morbide qui ne l'a jamais quitté.

Quelqu'aient été ses sentiments, c'est avec l'assentiment de Saïgo, et même sous son autorité, que furent prises les principales mesures qui abolissaient la caste des samourais et leurs privilèges – privilèges plus symboliques que réels.

Alors que ses compagnons d'armes construisaient un pouvoir central fort et adoptaient non seulement les techniques et les institutions occidentales mais aussi les vêtements et autres signes extérieurs de "civilisation" et mettaient le développement industriel au centre de leurs efforts, Saïgo en était resté à une vision confucéenne/physiocratique du monde: toute richesse vient de la terre, et la paysannerie est la seule classe véritablement productive; le commerce – et plus généralement la vie urbaine – est source de corruption morale. Pour les Ōkubō, Ito Hirobuni, Iwagaki, Yamagata, Goto, ceux qui allaient devenir les « oligarques » de l'ère Meiji, il s'agissait de propulser le Japon dans l'avenir; pour Saïgo, de recréer un passé idéal. Non que cela ait signifié le retour à une politique de fermeture du Japon sur lui-même: Saïgo était tout aussi partisan que les oligarques d'une expansion de l'Empire, en particulier en direction de la Corée, dans la tradition de l'expédition de Hideyoshi au 16^e siècle.

C'est d'ailleurs cette question, et non la remise en cause du statut la caste samourai qui allait être le déclencheur de son passage ouvert à l'opposition.

"A SUIVRE" dans AJ 31FR ■ ■ ■